

**Entité adjudicatrice : Fonds intercommunal d'assainissement et aussi
« adjudicateur »**

**Objet du marché : Mise à jour de la planification technique et
financière des PGEE communaux**

Type de marché : Mandat d'ingénieur civil

<p>Appel d'offres</p> <p>CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIF</p> <p>Procédure ouverte</p>

6 novembre 2020

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉAMBULE	3
1.1. LE FIA.....	3
1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OFFRE	3
2. BUT DU DOCUMENT	4
3. GLOSSAIRE	4
4. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
4.1. CONDITIONS GÉNÉRALES	5
4.2. LANGUE OFFICIELLE POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
4.3. EXIGENCES ET CONDITIONS OBLIGATOIRES	5
4.4. ENGAGEMENTS ET GARANTIES	5
4.5. CONTENU DE L'OFFRE	6
4.6. VÉRIFICATION DES INFORMATIONS.....	6
4.7. VISITES DES ÉQUIPEMENTS, INSTALLATIONS ET AUTRES DU SOUMISSIONNAIRE AVANT ADJUDICATION	6
4.8. RESPECT DES CONDITIONS LÉGALES	6
4.9. ORGANISATION DU SOUMISSIONNAIRE	6
4.10. PERSONNEL.....	7
4.11. PERSONNE DE CONTACT	7
4.12. RÉUNION DE COORDINATION	8
4.13. PROCÉDURE	8
4.14. ASSURANCES.....	8
4.15. CONDITIONS, ENGAGEMENTS ET RELATION CONTRACTUELLE	9
4.15.1. Généralités.....	9
4.15.2. Adjudication des lots	9
4.15.3. Initialisation du marché et Durée du marché	9
4.16. CONDITIONS FINANCIÈRES	9
4.16.1. Devise monétaire applicable	9
4.16.2. Calcul du prix	9
4.16.3. Coûts de la prestation de support utilisateurs.....	10
4.16.4. Conditions de paiements et facturation	10
4.16.5. Révision des prix.....	10
4.17. AUTRES CONDITIONS CONTRACTUELLES	11
4.17.1. Teneur du contrat.....	11
4.17.2. Cession du contrat / sous-traitance	11
4.17.3. Responsabilité, assurance	11
4.17.4. Assurances et responsabilité.....	11
4.17.5. Vérification, bilans et rapports	11
4.17.6. Visites et contrôle.....	11
4.17.7. Charte graphique	11
4.17.8. Confidentialité	12
4.17.9. Obligations des parties.....	12
4.17.10. Propriété intellectuelle	12
4.17.11. Résiliation du contrat par le prestataire	12
4.17.12. Résiliation du contrat par le FIA	12
4.17.13. Pénalité de retard.....	13
4.17.14. Droit applicable et for	13

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

1. PRÉAMBULE

1.1. LE FIA

Le réseau secondaire d'assainissement du canton de Genève est propriété des communes. Il comprend toutes les installations publiques d'assainissement déclarées d'intérêt local (art. 58 LEaux-GE – L 2.05). Il est constitué de plus de 1'300 km de collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales ainsi que de 28 stations de pompage.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), fondation de droit public, assure le financement du réseau secondaire par la mutualisation des coûts de l'ensemble des communes. Ce réseau secondaire est loué au FIA par les communes conformément à l'article 95 LEaux-GE. Ce dernier en assure la gestion.

Les ressources du FIA proviennent de la taxe unique de raccordement (eaux usées et eaux pluviales) et des taxes annuelles d'utilisation du réseau secondaire.

Les statuts du FIA définissent son organisation et ses compétences en lien avec les responsabilités communales.

Le FIA a son siège auprès de l'Association des communes genevoises (ACG). Cette dernière assure la gestion administrative et comptable du FIA, alors que la gestion opérationnelle et la planification financière est déléguée par convention à l'Office cantonal de l'eau (OCEau).

Le Conseil du FIA est composé de cinq membres, trois élus communaux, un représentant de la Ville de Genève et un représentant de l'Office cantonal de l'eau (OCEau).

1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OFFRE

Le FIA recherche plusieurs mandataires – ingénieurs civil pour réaliser la mise à jour de la planification des travaux communaux et l'intégration des actions non prévues à ce jour dans une temporalité suffisamment lointaine pour estimer une prospective en rapport avec la tarification du FIA cohérente, mais suffisamment proche pour être réaliste.

Cette planification doit être menée sur une temporalité d'au moins 10 ans, soit jusqu'en 2031. Selon les planifications établies, les actions planifiées au-delà de 5 ans pourront être classées avec une probabilité de réalisation plus ou moins importante.

Le cas échéant, des projets pourront être également planifiés sur une temporalité au-delà de 2031 avec une échéance à 2035 ou 2040 ou 2045.

Vu la quantité de travail à réaliser et l'obligation d'élaborer cette planification pour toutes les communes concernées, soit 43 communes dans sa globalité sur une durée temps limitée, le marché est divisé en 7 lots qui doivent tous être réalisés dans la temporalité définie dans le cahier des charges technique et fonctionnel (CCTF). Le soumissionnaire ne peut pas se voir adjuger plus de deux lots selon les conditions précisés au point 3.18 du dossier d'appel d'offre et au point 4.15.2 du présent cahier des charges.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

2. BUT DU DOCUMENT

Le présent document « Cahier des charges administratif », ci-après nommé « CCA » constitue les exigences administratives et commerciales du futur contrat issu de l'appel d'offres « PLANIFICATION PGEE COMMUNAUX ». Il représente les exigences et obligations minimales entre le FIA et le futur prestataire.

La présente version du document fait partie intégrante du dossier d'appel d'offres « PLANIFICATION PGEE COMMUNAUX ».

3. GLOSSAIRE

Fonds intercommunal d'assainissement

Selon l'article 1 des statuts du Fonds intercommunal d'assainissement:

Le Fonds intercommunal d'assainissement a pour but de gérer le réseau secondaire des communes. A cet effet, les communes louent leur réseau secondaire au Fonds intercommunal d'assainissement.

Ce dernier est communément appelé FIA et aussi désigné adjudicateur.

Association des communes genevoises

L'Association des communes genevoises est le siège du FIA. Elle assure la comptabilité et la gestion administrative du FIA (art. 6 et 13 des statuts du FIA)

Cette dernière est communément appelé ACG.

Office cantonal de l'Eau

L'Office cantonal de l'Eau assure la gestion opérationnelle et la planification financière sur la base d'une délégation définie par convention

Ce dernier est communément appelé OCEau.

Soumissionnaire

Désigne le mandataire qui dépose une offre pour le présent marché public.

Il est aussi désigné prestataire, mandataire ou adjudicataire.

Parties

Désigne le FIA, les soumissionnaires, respectivement le prestataire

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

4. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions, ainsi que celles figurant dans les autres documents du dossier d'appel d'offres font partie intégrante du marché.

Les conditions du FIA prévalent sur les conditions du soumissionnaire.

En cas de divergence entre le « cahier des charges administratif (CCA) » et le « cahier des charges technique et fonctionnel (CCTF) », les informations du « cahier des charges technique et fonctionnel (CCTF) » prévalent.

4.2. LANGUE OFFICIELLE POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

La langue officielle exigée lors de la soumission, de l'exécution du marché, pour toute information, échanges de courriers, réunions, discussions, documents, bilans et rapports, est le **français**.

Il appartient au prestataire de désigner pour l'exécution du marché, une équipe dont les membres disposent d'une parfaite connaissance de la langue française.

4.3. EXIGENCES ET CONDITIONS OBLIGATOIRES

Le soumissionnaire doit obligatoirement être au bénéfice d'un titre d'ingénieur civil EPF au minimum ou titre jugé équivalent et disposer d'une expérience d'au moins 5 ans. Il doit fournir les preuves de son aptitude comme défini dans le dossier de réponses et l'appel d'offre.

Il doit démontrer la connaissance de la législation en vigueur sur le canton de Genève lui permettant d'élaborer la planification objet du présent marché.

Les autres conditions sont énoncées dans le dossier d'appel d'offre.

4.4. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire s'engage à respecter l'entier des conditions et exigences figurant dans le dossier d'appel d'offre, et dans le présent descriptif, ainsi que dans le descriptif de prestations. En outre, il reconnaît s'être renseigné sur place sur les conditions locales. Des revendications ultérieures ne pourront pas être prises en considération.

Par sa signature, le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de l'ensemble des exigences et conditions du FIA (l'adjudicateur) pour ce marché. Il confirme que le dossier d'appel d'offre dans son entier est explicite et que les prix de l'offre déposée recouvrent des prestations complètes et conformes aux exigences et conditions du FIA.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

Par ailleurs, il garantit sa capacité à réaliser le marché tant du point de vue technique qu'administratif et qu'il dispose du personnel compétent et de l'effectif suffisant, ainsi que du matériel, des équipements et des infrastructures organisationnelles et informatiques (y compris logiciel) nécessaires à l'exécution des prestations conformément aux conditions et exigences du FIA, y compris pour la temporalité de la réalisation du mandat.

4.5. CONTENU DE L'OFFRE

Une offre incomplète, partielle ou non conforme n'est pas prise en considération. Le contenu de l'offre est précisé dans le dossier d'appel d'offre.

4.6. VÉRIFICATION DES INFORMATIONS

Le soumissionnaire accepte d'ores et déjà que des représentants de l'adjudicateur (membres du comité d'évaluation) puissent procéder à la vérification des informations, documents, renseignements et preuves remises dans le cadre de l'offre déposée et prennent des renseignements auprès de tiers et en son sein pour procéder à son évaluation.

4.7. VISITES DES ÉQUIPEMENTS, INSTALLATIONS ET AUTRES DU SOUMISSIONNAIRE AVANT ADJUDICATION

Le soumissionnaire accepte d'ores et déjà que l'adjudicateur puisse effectuer des visites des locaux du soumissionnaire avant de procéder à l'adjudication du marché et s'engage à accueillir les membres du comité d'évaluation ou une délégation de celui-ci, selon leurs demandes. Le comité d'évaluation peut se limiter à ne visiter que les locaux des soumissionnaires ayant présenté la meilleure offre en rapport qualité/prix après son évaluation préalable.

4.8. RESPECT DES CONDITIONS LÉGALES

Le soumissionnaire s'engage à respecter en tout temps les normes légales applicables au FIA, au niveau fédéral, cantonal et communal. En cas de violation grave des conditions légales, malgré une mise en demeure du FIA, ce dernier peut résilier le contrat.

4.9. ORGANISATION DU SOUMISSIONNAIRE

Le soumissionnaire doit expliciter son organisation en fournissant son organigramme avec les tâches et responsabilités et complétant le dossier de réponse sur ce point.

Il doit en outre décrire l'organisation qu'il prévoit de mettre en place pour répondre au présent appel d'offre et aux exigences du FIA et réaliser le mandat que ce dernier souhaite confier en complétant le dossier de réponse sur ce point.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

4.10. PERSONNEL

Le soumissionnaire doit garantir de disposer en tout temps du personnel formé et compétent pour réaliser les prestations décrites dans le présent cahier des charges et dans le cahier des charges technique et fonctionnel. Le fait de prévoir une équipe dévolue durant tout le mandat est pris en considération dans l'évaluation de l'offre. En effet, pour assurer une prestation de qualité et régulière, le fait que le personnel maîtrise le dossier de bout en bout est important.

Pour la réalisation de ce mandat, le prestataire a l'obligation de disposer au minimum les personnes clés suivantes :

- Un-e chef-fe de projet
- Référent ingénieur
- Référent technicien
- Référent géomatique

Plusieurs de ces postes peuvent être assumés par une même personne.

Le soumissionnaire doit énoncer dans le dossier de réponse les personnes clés pour la réalisation du mandat, remettre le formulaire R9, ainsi qu'un CV détaillé et énoncer les expériences qui doivent leur permettre de réaliser le mandat à satisfaction, ainsi que leurs références.

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il est en capacité d'assurer des suppléances en cas d'indisponibilité des personnes clés. En cas d'indisponibilité de l'une ou l'autre des ressources, le FIA est en droit d'exiger que la ressource proposée en remplacement ait un profil et une expérience au moins équivalente. Dans ce cas, le client se réserve le droit d'interviewer la personne de remplacement afin d'accepter ou rejeter l'alternative.

L'adjudicateur peut exiger des preuves des informations et chiffres énoncés dans son dossier. Il considère la stabilité du personnel comme un plus et en tiendra compte dans l'évaluation de l'offre.

4.11. PERSONNE DE CONTACT

Le soumissionnaire doit désigner une personne de contact et un suppléant atteignable de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi qui peut être le responsable du marché. Cette personne est chargée de communiquer immédiatement toutes les informations au FIA en cas de problèmes rencontrés dans la réalisation du mandat et de recevoir toutes les questions sur son contrat, l'organisation, les informations et demandes du FIA par le biais du conseil du FIA, du personnel de l'ACG et de l'OCEau. Le soumissionnaire doit en outre garantir qu'il dispose d'un suppléant ayant les mêmes connaissances et compétences en cas d'absence ou d'incapacité.

La FIA attend une réelle proactivité de cette personne clé en termes de communication et de force de proposition.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

Le soumissionnaire doit expliciter dans le dossier de réponse le mode de communication et de suivi qu'il entend mettre en place pour la réussite de son mandat.

Le soumissionnaire doit remplir le formulaire R9 – personne clé et joindre à son offre le curriculum de la personne de contact, si cette dernière n'est pas la responsable du marché.

Le FIA met en place une personne de contact unique et un suppléant pour le prestataire qui sera chargée de répondre à toute question opérationnelle.

4.12. RÉUNION DE COORDINATION

Le soumissionnaire doit s'engager à prendre part à une séance de travail fixée par le FIA avant le début du marché, puis aux séances et réunions fixées par le FIA, en particulier celles décrites dans le CCTF qui doivent permettre d'assurer le suivi du dossier et la coordination avec les adjudicataires des autres lots.

L'organisation complète du prestataire doit être décrite dans le dossier de réponse.

Le FIA peut, en outre, convier le soumissionnaire à des séances supplémentaires pour assurer un partenariat dynamique et en cas de dysfonctionnement.

La participation à ces séances doit être comprise dans le prix proposé par le soumissionnaire. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation spécifique.

4.13. PROCÉDURE

L'adjudicateur conduira la procédure avec le planning intentionnel :

- a) Ouverture des dossiers d'appel d'offre
- b) Analyse des dossiers
- c) Audition en cas de besoin de clarification selon condition du dossier d'appel d'offre
- d) Finalisation de l'analyse, après audition et éventuelle démonstration
- e) Adjudication prévue au 1^{er} trimestre 2021
- f) Signature du contrat fin du 1^{er} trimestre 2021
- g) Réalisation du marché : 12 mois à compter de la signature du contrat.

4.14. ASSURANCES

Le soumissionnaire doit démontrer être couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle à l'égard des tiers et une assurance de risque technique. Ces assurances doivent couvrir les cas de dommages corporels, matériels et économiques consécutifs aux risques d'installation, de produits et d'exploitation. Le montant minimum de la couverture assurance doit être de CHF 5'000'000.-.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

Le soumissionnaire est tenu de présenter, une nouvelle fois préalablement à la prise d'effet du service, les polices d'assurance contractées par lui-même, dans le cadre de l'exploitation du présent marché et un relevé attestant le paiement des primes.

4.15. CONDITIONS, ENGAGEMENTS ET RELATION CONTRACTUELLE

4.15.1. GÉNÉRALITÉS

Avant de déposer son offre, le soumissionnaire est tenu de prendre tous les renseignements nécessaires et de faire préciser tous les points douteux qu'il identifie dans le dossier d'appel d'offre. Faute de demande du soumissionnaire, le dossier d'appel d'offre est considéré comme parfaitement clair et est interprété dans le sens le plus favorable à l'adjudicateur.

4.15.2. ADJUDICATION DES LOTS

L'adjudicateur a divisé le marché en 7 lots. Le soumissionnaire n'a pas l'obligation de donner une offre pour tous les lots et peut donc choisir le ou les lots pour lesquels il déposera une offre (offres partielles admises). Il peut déposer une offre pour tous les lots. Toutefois, l'adjudicateur adjugera au maximum 2 lots au même soumissionnaire pour autant qu'assez d'offres soient déposées pour chaque lot et qu'aucune note inférieure à 2,5 soit attribuée à l'offre pour les critères d'adjudication n° 1, 2 et 3 énoncés dans le dossier d'appel d'offre K2 (point 4.7).

Les lots sont attribués au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Si un soumissionnaire a déposé une offre pour plus de deux lots et même s'il obtient la meilleure note sur plus de deux lots, il ne peut lui être adjugé plus de deux lots, pour autant qu'assez d'offres soient déposées. Les lots qui lui sont attribués sont ceux qui comportent le plus de mètres linéaires selon le tableau figurant au point 2.3 du CCTF. Cette règle s'applique pour tous lots sur la base de cette même règle déclinée sur la base des meilleurs classements pour chaque lot.

4.15.3. INITIALISATION DU MARCHÉ ET DURÉE DU MARCHÉ

La date de début du marché sera précisée dans le contrat. Il prendra effet en principe le 1^{er} avril 2021. La livraison des livrables du marché doit intervenir au plus tard le 31 mars 2022. (planning intentionnel)

4.16. CONDITIONS FINANCIÈRES

4.16.1. DEVISE MONÉTAIRE APPLICABLE

La devise monétaire officielle acceptée pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

4.16.2. CALCUL DU PRIX

Le soumissionnaire doit établir son offre chiffrée en remplissant l'offre financière entièrement, directement sur les fichiers fournis sans modifier l'ordre des rubriques.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

L'adjudicateur se réserve le droit de ne pas prendre en considération des offres comportant des changements au texte original.

Le soumissionnaire doit calculer le prix total des prestations pour la réalisation du marché qui est pris en compte pour l'évaluation du marché.

L'offre doit être soumise avec un prix net forfaitaire. Les remises, escomptes et déductions possibles doivent être spécifiées dans l'offre.

Les prix s'entendent net toutes taxes comprises avec TVA 7.7 %. Les prix comprennent tous les frais, en particulier les frais d'impression et de distribution des plans ainsi que les frais et taxes liés à la mise en œuvre du contrat, y compris les frais d'éventuels contrôles, d'information et autres.

Aucun surcoût ne pourra être facturé en cas de conditions sanitaires particulières ou exigences spécifiques des autorités compétentes. Si le soumissionnaire a des doutes sur ce qu'il doit prendre en compte dans son prix, il est tenu de le signaler par écrit au plus tard au moment du dépôt de son offre, sous forme de réserve. S'il omet de le faire, c'est l'interprétation de l'adjudicateur qui s'applique.

4.16.3. COÛTS DE LA PRESTATION DE SUPPORT UTILISATEURS

Le soumissionnaire doit décrire en détail la méthode de calcul des coûts sur la base du masque d'offre financière fourni.

4.16.4. CONDITIONS DE PAIEMENTS ET FACTURATION

L'offre doit prévoir la modalité de paiement suivante :

- a) facture intermédiaire en fonction de l'avancement du mandat sur la base d'état de situation produit par le prestataire et validé par l'adjudicateur.
- b) facture payable à 60 jours dès réception.

Elles doivent être établies de façon détaillée et vérifiable selon les prestations dues et fournies d'après le présent marché. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les frais accessoires seront indiqués séparément. Le montant total à payer toutes taxes comprises (TTC) sera clairement indiqué ainsi que les coordonnées bancaires du prestataire. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au prestataire pour correction.

Les factures doivent être adressées à :

Fonds Intercommunal d'assainissement
p.a Association des communes genevoises
Boulevard des Promenades 20
1227 Carouge (GE)

4.16.5. RÉVISION DES PRIX

Les prix sont fermes, invariables et conclus pour toute la durée du contrat.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

4.17. AUTRES CONDITIONS CONTRACTUELLES

4.17.1. TENEUR DU CONTRAT

La teneur du contrat, qui porte au maximum sur deux lots, est définie par le FIA sur la base des conditions définies dans le présent marché qui priment sur la norme SIA 103 qui, pour le surplus, est applicable.

Le contrat comprendra l'entier des exigences et conditions figurant dans l'appel d'offre et le présent descriptif. Le soumissionnaire ne peut exiger de modification du contrat non conforme à l'appel d'offre et à son dossier d'offre.

4.17.2. CESSION DU CONTRAT / SOUS-TRAITANCE

Le prestataire ne peut en aucun cas céder, sans l'accord écrit du FIA, en totalité ou en partie, le contrat conclu, même en raison de fusion de société. Il ne peut pas non plus sous-traiter tout ou partie des prestations énoncées dans le contrat.

4.17.3. RESPONSABILITÉ, ASSURANCE

Le soumissionnaire répond de tout dommage causé par sa faute, sa négligence ou son imprudence, ainsi que par l'inobservation des prescriptions légales en vigueur.

Le soumissionnaire doit disposer de la couverture d'assurance telle qu'exigée pour le dépôt de l'offre et ce pendant toute la durée du contrat.

4.17.4. ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

Le prestataire doit être au bénéfice d'une assurance RC professionnelle et d'une assurance de risque technique dotées d'une couverture minimale de CHF 5'000'000.- par sinistre et par cas pendant toute la durée du contrat.

4.17.5. VÉRIFICATION, BILANS ET RAPPORTS

Le FIA peut prendre toutes les mesures qu'il estime nécessaires pour vérifier ou faire vérifier le respect des obligations contractuelles du prestataire. Le client, à ses frais, peut mandater une société tierce de son choix pour contrôler la bonne exécution du marché.

Le prestataire est tenu de préparer et de fournir tous les rapports et les documents techniques, administratifs et financiers demandés par le client.

4.17.6. VISITES ET CONTRÔLE

La FIA peut en tout temps visiter le site du prestataire après l'adjudication et/ou la signature du contrat et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, le FIA peut contrôler à tout moment le niveau de connaissances des collaborateurs du prestataire en charge de l'exécution de la prestation.

4.17.7. CHARTE GRAPHIQUE

Le prestataire doit obligatoirement se conformer à la trame graphique ainsi qu'aux autres documents et bases qui lui seront fournis par l'OCEau pour la réalisation des éléments visuels, notamment la cartographie et la réalisation des fiches PGEE.

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

4.17.8. CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à traiter confidentiellement tous faits ou informations qui ne sont pas généralement connus et dont elles prennent connaissance dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du présent marché. Elles s'engagent à ne pas les rendre accessibles à des tiers, ni en entier ni en extrait, et à ne pas les publier.

Toute référence au FIA, quel que soit le média utilisé, ne peut se faire sans l'accord formel de celui-ci.

4.17.9. OBLIGATIONS DES PARTIES

Le prestataire est réputé connaître et maîtriser parfaitement la technique et la mise en œuvre de l'objet du marché.

Les parties s'informent immédiatement de tout événement qui pourrait nuire à la bonne exécution du marché.

4.17.10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété et de propriété intellectuelle sur le résultat du travail réalisé par le prestataire sont cédés au FIA en totalité au fur et à mesure de l'exécution du marché.

4.17.11. RÉSILIATION DU CONTRAT PAR LE PRESTATAIRE

En cas de résiliation du contrat par le prestataire, il assumera l'ensemble des coûts devant être supportés par le FIA afin de maintenir le niveau de prestation convenu dans le cadre du présent marché, notamment

- a) respect des contrats en cours,
- b) respect des obligations légales,
- c) coûts liés aux procédures devant être mises en place pour le remplacement du soumissionnaire,
- d) conditions de reprise.

4.17.12. RÉSILIATION DU CONTRAT PAR LE FIA

Sous réserve d'une résiliation pour justes motifs, le contrat peut être résilié en tout temps, par écrit, par le FIA moyennant le respect d'un préavis d'un mois, pour la fin d'une année.

Le contrat peut être résilié pour justes motifs avec effet immédiat, moyennant un avertissement par écrit. Dans le cadre d'une résiliation pour justes motifs, le prestataire assume l'ensemble des coûts devant être supportés par le FIA et liés à cette procédure. En sus, une indemnité équivalente aux trois derniers mois facturés peut être réclamée par le FIA.

Est notamment considéré comme juste motif de résiliation du contrat :

- a) le non-respect des normes et lois en vigueur ;
- b) le non-respect des conditions contractuelles ;

MISE A JOUR PLANIFICATION PGEE	Cahier des charges administratif	CCA
--------------------------------------	----------------------------------	-----

- c) la faillite du prestataire
- d) la déficience dans les prestations effectuées qui malgré une mise en demeure écrite n'est pas corrigée.
- e) des prestations ne répondant plus aux exigences de qualité du FIA qui malgré une mise en demeure écrite ne sont pas corrigées.

Demeurent réservés les dommages et intérêts que le FIA peut exiger.

4.17.13. PÉNALITÉ DE RETARD

Toute prestation non fournie ou non fournie dans les délais contractuels n'est pas rétribuée. Une indemnité est due par le prestataire pour tout retard de ce dernier qui pourrait être imputé à sa responsabilité. Le montant de la pénalité est fixé à CHF 1'000.- par jour de retard dans la livraison des livrables listés au point 3.5 du CCFT. Les montants retenus sont directement soustraits des factures, par compensation si des montants sont encore dus. Cette pénalité est fixée en raison de l'absolue nécessité que les 7 lots soient réalisés selon la même planification pour des raisons de coordination.

4.17.14. DROIT APPLICABLE ET FOR

Le présent appel d'offres, ainsi que le contrat qui sera conclu sont soumis au droit suisse.

En cas de litige, le for est à Genève.

Lu et approuvé, le : _____

Signature : _____